



Département de la  
Seine-Maritime

**D.2016.12/19**

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/12/2016

Publication : 15/12/2016

Le Maire,  
Daniel Fidelin



Arrondissement du  
HAVRE

**Extrait du Registre des délibérations**  
**Conseil Municipal du 12 décembre 2016**

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	<b>33</b>
Nombre de Conseillers en exercice .....	<b>33</b>
Nombre de Conseillers présents .....	<b>27</b>
Nombre de Pouvoirs .....	<b>5</b>
Nombre de Votants .....	<b>32</b>

Extrait de la délibération affiché le **14 décembre 2016**.

L'an deux mille seize, le **12 décembre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **5 décembre**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

**Etaient présents**

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Monsieur **LARDANS**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**, Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

**Excusés ayant donné pouvoir**

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**  
Valérie **LEDOUX** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**  
Alexandre **MORA** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**  
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**  
Nordine **HASSINI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

**Absente excusée**

Stéphanie **ONFROY**

**Secrétaire de séance**

Karine **LOUISET** est désignée Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du Lundi 12 décembre 2016

2016.12/19

### URBANISME – ACQUISITION ET CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA RUE CHEF DE CAUX.

**M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire.**– HABITAT 76 est propriétaire de la voie privée dénommée « rue Chef de Caux ».

En 2012 ils nous ont fait part de leur souhait d'un transfert de cette voie par classement dans le domaine public communal.

Cette voie fait déjà l'objet d'un entretien par le service voirie de la Ville, il s'agit donc d'une régularisation foncière qui permettra de mettre à jour le linéaire de voirie de la commune transmis chaque année au service de l'état dans le cadre de l'attribution de la DGE (dotations globale d'équipement).

La voirie d'une longueur de 180 mètres (hors stationnement et espaces verts) ainsi que les voies piétonnes desservant les propriétés communales voisines sont cédées à l'euro symbolique à la ville. L'ensemble représente une surface de 1 107m<sup>2</sup>.

HABITAT 76 sera en charge du transfert de propriété et prend en charge tous les frais en résultant.

La commission urbanisme du 23 novembre 2016 a donné un avis favorable.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L.2111-1 à L.2111-3 ;

**VU** le Code de la Voirie Routière, et notamment l'article L.141-3 ;

**VU** le plan de rétrocession des espaces publics ;

#### CONSIDERANT

- qu'aux termes de l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme, la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations peut être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées,
- que selon la jurisprudence administrative, il résulte des termes mêmes de cet article que la procédure d'incorporation d'office dans le domaine public d'une commune de voies ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations ne revêt qu'un caractère facultatif et que par suite, les communes, après délibération de leur conseil municipal peuvent acquérir par voie amiable les voies privées d'un ensemble d'habitations,
- que les délibérations concernant le classement ou le déclassement des voies sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie,
- que le classement de la voie et des cheminements piétons n'est pas de nature à modifier les conditions de desserte,

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme, de l'habitat et de la commande publique ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE**

- **D'ACQUERIR**, à l'€uro symbolique, les emprises foncières représentant l'assiette de la voirie de la rue chef de Caux (180 ml), du chemin piéton desservant la propriété communale voisine (69 ml) et du trottoir d'usage public de la rue des murets (43 ml) pour une superficie totale d'environ 1 107 m<sup>2</sup> actuellement cadastrées section AM n° 462 (lots A, B et C) ;
- **ACCEPTE** que les Services de l'Office se chargent de régulariser le transfert de propriété, par acte administratif, l'Office prenant à sa charge tous les frais en résultant ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition des lots A, B et C totalisant 1107 m<sup>2</sup> de classer, après acquisition, lesdits biens dans le domaine public communal.

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



Le Maire